

AKTUELL

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Ministère minuscule

Marianne Louis, Richard Graf

Où en est l'économie solidaire un an avant la fin du mandat de l'actuel gouvernement ?

Le ministre de l'Economie solidaire, Romain Schneider, a présenté lundi dernier une étude de l'OCDE sur l'évolution de l'entrepreneuriat social en matière de création d'emplois. Au Luxembourg, 22 des 40 organisations participant à cette enquête ont augmenté le nombre de leurs employés - jusqu'en 2011.

Quatre ans après s'être doté d'un département de l'Economie solidaire, en l'absence de statistiques de base, le gouvernement peine toujours à connaître l'envergure exacte du secteur. Face à une nébuleuse hétérogène d'organisations, Romain Schneider donne la définition suivante : « L'économie solidaire regroupe des activités économiques qui ont pour objectif d'augmenter le bien-être des citoyens et de créer de l'impact social. »

Et concrètement ? Une plateforme promise en 2011 regroupant les différents acteurs devrait enfin voir le jour cette année. D'autre part, le ministre, lors d'une visite chez son homologue français Benoît Hamon, a constaté de nombreux parallèles entre les deux pays. Tous deux cherchent à définir un cadre légal qui favoriserait l'émergence d'entreprises à finalité sociale : des acteurs à but non-lucratif, mais qui pourront, comme les entreprises « classiques », être actifs sur les marchés. Les éventuels bénéfices engendrés seront réinvestis, mais ne serviront pas à rémunérer les détenteurs du capital. Le gouvernement veut ainsi favoriser une plus grande mixité des ressources des organisations qui, aujourd'hui, fonctionnent en moyenne avec seulement 16,9 pour cent de fonds propres.

Si ce secteur semble moins touché par la crise, car il est moins dépendant du marché, il le reste largement de financements publics variables. Les organisations « solidaires » sont donc encouragées à être économiquement plus autonomes : ce n'est pas un hasard si, comme en France, le gouvernement a choisi de rattacher l'économie solidaire directement au ministère de l'Economie.

La crainte d'une concurrence déloyale envers l'économie classique, dont les salaires sont plus élevés et les frais d'encadrement ne sont pas subsidiés par le secteur public, existe

depuis un certain temps. C'est pourquoi un service de médiation a été mis en place il y deux ans pour résoudre d'éventuels conflits. Selon le ministre, seul trois litiges ont dû être traités depuis et se sont résolus à l'amiable.

OPE en panne

En marge de sa présentation, le ministre s'est aussi prononcé sur le sort des initiatives pour l'emploi comme OPE (Objectif plein emploi), qui font selon lui partie intégrante de l'économie solidaire. D'ailleurs, les chiffres optimistes de l'OCDE datent de 2011. Avec plus de 50 licenciements au niveau de la centrale d'OPE en 2013, l'étude n'arriverait peut-être plus aux mêmes conclusions.

Un jour après le ministre de l'Economie solidaire, le conseil d'administration d'OPE a même dû avouer que l'avenir de la structure centrale, même allégée, semble loin d'être assuré. Il faudra maintenant convaincre les membres locaux du réseau OPE de souscrire des conventions individuelles avec la centrale, afin de pouvoir financer les services que celle-ci pourra prêter aux structures locales et régionales.

L'audit externe d'OPE publié en 2012 avait montré que la centrale ponctionnait un bon tiers des sommes allouées par l'Adem et les communes pour le travail avec les chômeurs. Les nouvelles modalités mises en place depuis par le ministre du Travail ont amené les communes à souscrire directement des conventions avec l'Adem. Ainsi, cette source de financement disparaît pour la centrale, qui ne joue plus automatiquement le rôle d'intermédiaire. Mais OPE pourrait jouer la carte de l'expertise, car il s'agit d'encadrer et de former les chômeurs pour lesquels les communes reçoivent des fonds, mais ne disposent pas toujours du personnel nécessaire. Malheureusement, en réduisant de moitié son staff, OPE se voit amputé d'un personnel à la fois qualifié et motivé qui ne peut alors plus contribuer pleinement à ce qui est si cher au ministre : un entrepreneuriat social et innovant.

Les problèmes liés à un staff trop réduit ne devraient pas être inconnus de Romain Schneider, sachant que son département ne comporte que trois personnes, ministre compris.

SHORT NEWS

Das Light-Risiko

(cw) - „Britney Cola“, nennt ein Redaktionsmitglied abfällig die lighte Variante des braunen Softgetränks. Laut einer Studie des französischen „Institut national de la santé et de la recherche médicale“ verringern süßstoffhaltige „Light“-Getränke entgegen weitverbreiteter Überzeugung das Risiko für Diabetes nicht, sondern erhöhen es möglicherweise sogar. Die Studie wurde an rund 66.000 zwischen 1925 und 1950 geborenen Frauen durchgeführt, die seit 14 Jahren untersucht werden. In einer parlamentarischen Anfrage will der unabhängige Abgeordnete Jean Colombero vom Gesundheitsminister wissen, ob die Gesundheitsbehörden diese Studie zur Kenntnis genommen haben, und ob die Prävention von Diabetes weiterhin zu den Prioritäten im nationalen Gesundheitssystem gehört? In seiner Antwort verweist der Minister darauf, dass andere internationale Studien zur gleichen Fragestellung entgegengesetzte Resultate zeigen. In Luxemburg seien seit 2008 vom CRP-Santé in Zusammenarbeit mit ärztlichen Fachkräften und dem Gesundheitsministerium mehrere Untersuchungen im Bereich Diabetes durchgeführt worden. Ein kürzlich veranstaltetes Seminar koordiniert vom CRP-Santé habe Beiträge zur Erarbeitung einer nationalen Diabetesstrategie erbracht. Diabetespatienten und die Entwicklung ihrer Krankheit sollen genauer beobachtet werden. Die Erstellung eines Diabetes-Registers sei jedoch nicht beabsichtigt.

Bombe a retardement

(dv) - Une bombe après l'autre et c'est retentissant : dans le cadre des affaires Srel (service de renseignement) et « Bommeleeër », qui s'entrelacent graduellement, RTL a affirmé hier qu'en janvier 2006, le premier ministre Jean-Claude Juncker et Luc Frieden, qui était alors ministre de la Justice, auraient été informés par l'ancien chef du Srel, Marco Mille, et son « numéro 3 », Frank Schneider, des liens entre une branche du réseau « Stay behind » et les attentats à la bombe des années 1980. Cette réunion aurait par ailleurs pu être enregistrée, notamment à l'aide de la fameuse montre truquée utilisée lors de l'entretien Juncker/Mille en 2007. Mais les révélations vont encore plus loin : l'ancien président de la Cour des comptes, Gérard Reuter, a affirmé que le Srel lui aurait payé son logement à Bascharage et que le loyer continuerait d'être payé par la société Sandstone, dirigée par Schroeder. Ceci semble être la contrepartie de la bienveillance de Reuter, qui était alors chargé de vérifier les comptes du Srel. Plus loin, Reuter affirme également que le terroriste d'extrême-droite italien, Licio Gelli, membre de la loge P2 et de Gladio, était présent au Luxembourg dans les années 1980. L'implication du réseau Stay behind dans les attentats à la bombe était un secret de Polichinelle. Il ne reste plus qu'à en apporter les preuves, gardées par des silences et des mensonges en plus haut lieu.

Earth Day am 22. April

(rg) - Der vor allem in den USA von zahlreichen Schulen und Universitäten mit speziellen Aktionen begangene „Tag der Erde“ hat seit 1990 (zwei Jahre vor dem Weltgipfel in Rio) einen festen Platz unter den offiziellen UN-Gedenktagen. In den Jahren davor wurde er zu Frühlingsanfang, und vor allem an der amerikanischen Westküste, begangen. Einen Höhepunkt erlebte der Earthday zur Jahrtausendwende, als in Washington D.C. fast eine halbe Million Menschen an der zentralen Veranstaltung teilnahmen. Vizepräsident und Präsidentschaftskandidat Al Gore erschien im Blaumann, um zu verdeutlichen, dass Umwelt und Wirtschaft zusammenwirken müssen. Sein politischer Gegner, George W. Bush, hatte die Einladung ausgeschlagen, da das zentrale Thema des Klimawandels nicht nach seinem Gusto war. In den letzten Jahren hat die Begeisterung für den Earthday wieder etwas zugenommen, und in diesem Jahr steht erneut der Klimawandel im Mittelpunkt. In einer Art Supercollage werden am kommenden Montag auf der Homepage earthday.org Bilder aus der ganzen Welt online gestellt, die schon jetzt die Folgen des Klimawandels für die Bevölkerung in den besonders betroffenen Gebieten darstellen. Gezeigt werden aber auch Initiativen und Projekte aus den klassischen Industrieländern, also von dort, wo die Ursachen des Klimawandels liegen.